Vœu du Conseil de la Métropole de Lyon pour le maintien et le développement des activités industrielles du site de GENERAL ELECTRIC sur notre territoire.

Profitant de la crise du Coronavirus et invoquant des difficultés financières, General Electric a récemment annoncé un **énième plan de restructuration de ses filières Hydro** et **Grid Solutions** au niveau européen, **menaçant 753 emplois en France**, notamment à Villeurbanne et Saint Priest. Malgré la promesse de créer 1000 emplois en France dans la foulée du rachat d'Alstom Énergie en 2015, validée par Emmanuel Macron en tant que Ministre de l'Économie de l'époque, General Electric a multiplié les plans de licenciement depuis 2016. À ce jour, **le groupe a déjà supprimé plus d'un millier d'emplois en France depuis 2016**[1] et ne fait plus mystère de sa volonté de recentrer ses activités vers des pays à bas coût de production.

L'entreprise a pourtant **largement profité des financements publics**. Depuis 2015, elle a perçu jusqu'à 200 millions d'euros dans le cadre du CIR et du CICE[2]. Quant au SuperGrid Institute, installé sur le site Villeurbannais, il n'est pas concerné par la restructuration. Mais GE en détient un quart du capital, il a **perçu plus de 80 millions d'euros** de subventions de la part de l'État français[3] et **4 millions de la Métropole de Lyon**. De plus, comme le rappelle l'intersyndicale, GE a versé 117 milliards de dollars de dividendes à ses actionnaires en 10 ans[4].

Pourtant, cette destruction progressive des outils de production et des savoir-faire **menace directement notre capacité à relever les défis de la transition énergétique** et de la lutte contre le réchauffement climatique. À l'heure de l'hyper-dépendance au système productif mondialisé, elle pose la question de notre autonomie stratégique dans le secteur de l'énergie.

C'est pourquoi la Métropole de Lyon

- **apporte son soutien aux salariés** de General Electric, qui refusent cette restructuration et portent un projet alternatif de développement de leurs activités.

- **demande à l'État de prendre toute mesure conservatoire pour protéger les outils productifs et les savoir-faire** indispensables à la maitrise par la France de la filière électrique et donc de la transition énergétique.

- **demande à l'État d'évaluer et de faire respecter les engagements consentis** par General Electric et figurant dans l'accord du 4 Novembre 2014, en amont du rachat d'Alstom Énergie.

- **demande à notre assemblée de conditionner les aides publiques** à un contrôle a posteriori de l'effet réel sur l'emploi

[1] 590 emplois supprimés en 2016, 350 à Grenoble en 2017-18, 500 à Belfort et en Bourgogne en 2019.

[2] « ***General Electric a perçu 200 millions d'euros d'aides mais licencie quand même*** », Jean-Christophe FERAUD, 18/09/20, Libération.

[3] Communiqué de presse : « ***SuperGrid Institute sera financé à hauteur de 86,6 millions d'euros par l'Etat français*** », SuperGrid Institute, Villeurbanne, 23/10/14.

[4] « ***La casse sociale va être énorme : à Villeurbanne, les GE se préparent au pire*** », Maïté DARNAULT, 17/09/20, Libération.